

Pétitions

M. Forrestall: Je ne peux que sympathiser . . .

• (1510)

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le député sait pertinemment qu'il s'agit de ce que le député d'Hamilton Mountain (M. Deans), sauf erreur, appelle un «point de vue» et non d'un rappel au Règlement ou de la question de privilège.

M. Forrestall: Pourquoi permettez-vous alors à un député de dénigrer la Chambre?

Des voix: Oh, oh!

M. Ouellet: Mettez-le dehors.

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

M. Ouellet: En 21 ans, il n'a rien appris.

M. le Président: De grâce, le député de Papineau (M. Ouellet) également.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

PÉTITIONS

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

M. Doug Lewis (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, en vertu de l'article 106(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement aux quatre pétitions nos 331-431, 331-475, 331-476 et 331-508.

* * *

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS—3^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le troisième rapport du comité permanent des affaires des anciens combattants. Conformément à l'ordre de renvoi du 27 février 1986, votre comité a examiné les crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30, concernant les anciens combattants, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987, et il présente un rapport à ce sujet.

TRAVAIL, EMPLOI ET IMMIGRATION—7^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le septième rapport du comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration, demandant une brève prolongation de notre ordre de renvoi concernant le traitement de l'immigration par catégorie de la famille.

COMPTES PUBLICS—12^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le douzième rapport du comité permanent des comptes publics. Conformément à l'article 99(2) du

Règlement, le comité demande une réponse complète du gouvernement aux recommandations.

Le comité est inquiet au sujet de l'actualité des constatations que l'on trouve dans les rapports annuels du vérificateur général. Certaines de ces constatations sont dépassées au moment où elles sont renvoyées au comité. Le comité recommande par conséquent de modifier la Loi sur le vérificateur général pour autoriser le dépôt de rapports de vérification complets pour une certaine date.

Par ailleurs, pour insister davantage sur le système de responsabilité financière, il faudrait accorder plus d'attention aux rapports du comité des comptes publics. Le comité des comptes publics recommande la tenue d'un débat annuel à la Chambre.

Enfin, étant donné que le comité connaît bien et comprend bien le travail du vérificateur général, il recommande que toutes les questions concernant les fonctions de vérificateur général, notamment les prévisions budgétaires, lui soient renvoyées.

ÉNERGIE, MINES ET RESSOURCES—3^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le troisième rapport du comité permanent de l'énergie, des mines et des ressources, dans les deux langues officielles.

[Français]

LANGUES OFFICIELLES—5^E RAPPORT DU COMITÉ MIXTE PERMANENT

M. Charles Hamelin (Charlevoix): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le cinquième rapport du Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes des langues officielles.

[Traduction]

Il est dans les deux langues officielles, cela va de soi.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-Verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

[Français]

PÉTITIONS

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE RÉVISER SA DÉCISION RELATIVE AUX PROJETS DE MAINTIEN À DOMICILE DU PROGRAMME DE PLANIFICATION DE L'EMPLOI

L'hon. André Ouellet (Papineau): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par des électeurs de ma circonscription de Papineau, qui expriment leur désaccord avec la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} MacDonald) laquelle a éliminé les projets de maintien à domicile du programme de planification de l'emploi, et qui lui demandent de réviser sa décision cruelle et inhumaine privant des centaines de personnes âgées d'un service important.